LE MONDE | 30.11.02 | 12h13
• MIS A JOUR LE 30.11.02 | 13h43

M. Raffarin veut améliorer la formation

Choisissant de s'exprimer dans "Le Monde" sur la seule question de l'éducation, le premier ministre réaffirme qu'elle est une priorité et souhaite lancer un "grand débat national" au premier trimestre 2003. Selon lui, "les difficultés budgétaires ne facilitent pas le travail" du ministre, Luc Ferry.

Cet entretien a été relu et amendé par Jean-Pierre Raffarin.

La quasi-totalité des syndicats et des organisations de parents d'élèves appellent à une manifestation le 8 décembre.

Comment comprenez-vous cette mobilisation ?

Je suis très à l'écoute de ce mouvement. Je suis allé plusieurs heures au Salon de l'éducation, j'ai vu les organisations syndicales, les acteurs de l'éducation. J'ai entendu leur inquiétude, c'est pourquoi je lance un appel aux enseignants pour leur dire : ayez confiance, la France a besoin de vous pour cette grande mission de l'éducation qui est de libérer le talent de chaque jeune. Face à la mondialisation, face à la concentration de la puissance dans le monde, la réponse de la France, c'est l'intelligence, les talents, la création, la valeur ajoutée, l'innovation... L'éducation est donc au cœur de la France de ce début du XXI^{e} siècle. Il n'y a pas d'ambigüité sur le cap. Il n'y a aucune inquiétude à avoir sur la place de l'éducation. Les enseignants et le monde éducatif doivent se sentir pleinement responsables de cet avenir. C'est pour ça que la France a besoin d'eux. C'est pour ça que je ne peux pas me sentir en conflit avec eux.

Les enseignants ont le sentiment, à travers le budget 2003, que l'éducation n'est pas une priorité de votre gouvernement. Que leur répondez-vous ?

La France pour laquelle je travaille ne se transforme pas en quelques semaines. Qu'il y ait des difficultés, je le reconnais bien volontiers. Quand on a construit le budget 2003, on a découvert un déficit plus important que prévu de 15 milliards d'euros. Nous n'avons donc pas fait le budget 2003 dont on rêvait. Je veux vraiment rassurer la communauté éducative sur ce sujet : les premiers chiffres ont été élaborés dans une situation de transition. Mais il est clair que le problème d'avenir de l'éducation dépassera la question des moyens. Notre perspective c'est une éducation qui, parce qu'elle pourra être plus proche, parce qu'on aura trouvé une organisation plus adaptée, permettra de mieux identifier les talents des jeunes et de mieux les fortifier. Je ne suis pas dans une vision matérialiste de l'éducation mais me place dans une vision humaniste. Nous mettrons les moyens nécessaires. Mais notre enjeu, c'est de mobiliser l'ensemble de la nation autour de l'objectif d'amélioration globale de la formation des Français. C'est pour ça que je

souhaite qu'il y ait en France un grand débat national au cours du premier trimestre 2003, devant le Parlement mais aussi dans le pays. Je souhaite qu'on puisse débattre de notre ambition nationale pour l'éducation.

Comment allez-vous remplacer les surveillants et les aide-éducateurs dont les postes ont été supprimés ?

En ce qui concerne les effectifs, c'est trop tôt pour vous répondre avec précision. Notre objectif, c'est qu'il n'y ait pas de déficits par rapport aux besoins, notamment de sécurité et pour l'insertion des handicapés - pour lesquels nous prévoyons d'augmenter les effectifs. Nous répondrons par la création du Civis et des assistants d'éducation. Le Civis c'est un contrat dont l'objectif est de valoriser un projet et d'obtenir une validation des acquis. Nous ne voulons pas des statuts-parkings ou des sous-statuts. Ce sera, sur des durées plus courtes que les emplois jeunes, deux ou trois ans, mais en lien avec un projet et avec une intégration à un parcours d'insertion professionnelle. Grâce au Civis, la dynamique de projet sera renforcée dans l'éducation. En ce qui concerne les autres besoins tels que la sécurité, nous développerons l'emploi d'assistant d'éducation dont le statut est en cours de discussion avec les partenaires.

Quel est votre regard sur l'état de l'école aujourd'hui ? Qu'est-ce qui fonctionne bien ? Qu'est-ce qui fonctionne mal ?

Je ne suis pas pessimiste. L'état de l'école est globalement bon. Je connais la qualité de l'école primaire, les réussites dans le second degré. Franchement, je ne croyais pas, par exemple, il y a dix ans, que l'éducation nationale serait capable de faire la révolution de l'enseignement professionnel comme elle l'a fait. J'ai vu des établissements qui étaient en retard sur leur bassin d'emploi et qui, aujourd'hui, sont en avance sur les pratiques professionnelles. C'est vrai que beaucoup de jeunes connaissent des difficultés, et qu'il faut trouver des réponses. L'idée de Luc Ferry d'une éducation aux métiers de 14 à 22 ans, du collège aux STS [*Sections techniques supérieures*], est une des solutions.

Claude Allègre avait souhaité *"dégraisser le mammouth".* Pensez-vous qu'il faille adapter les moyens de l'éducation nationale en fonction de la baisse des effectifs dans le second degré ?

Je ne parle pas comme ça, je ne pense pas cela non plus. Je voudrais qu'on définisse aujourd'hui les relations humaines et l'organisation éducative dans la classe de 2005-2010. C'est à partir de là que nous verrons les besoins humains qui sont nécessaires. Je ne fais pas de la statistique des enseignants un indicateur de la politique du pays. Ce qui compte, c'est comment faire en sorte qu'on aille chercher au fond de la personnalité du jeune son talent. Je veux travailler avec les enseignants sur les formes éducatives qui

permettent cet épanouissement. Compte tenu de l'évolution démographique, des progrès pédagogiques et des nouvelles technologies, je ne suis pas inquiet pour la maîtrise quantitative. Notre vision humaine des objectifs nous permettra de surmonter les difficultés.

La décentralisation sera-t-elle l'occasion de repenser les rapports entre l'Etat et l'éducation ?

Je pense qu'il ne faut pas toucher à la relation entre l'éducation et la République. Face à l'esprit de mai et à la trace indélébile du 21 avril, il est clair que l'éducation a à former des hommes mais elle a aussi à former des citoyens. Il ne faut surtout pas créer une distance entre l'Etat, garant de la République, et l'éducation. Sur la question de la décentralisation, je le dis avec franchise et détermination, nous n'engagerons pas de réforme contre les acteurs de l'éducation. Nous n'avancerons qu'avec leur accord sur l'ensemble de ces sujets. Les expérimentations, les formes d'innovation qui pourront être engagées le seront en accord avec les personnels concernés. Il ne s'agit pas de fragiliser un système et je sais bien que pour l'ambition éducative du pays la mobilisation des éducateurs, des professeurs, des enseignants de tous les personnels, est essentielle.

Je crois qu'on peut trouver des formes de responsabilisation dans la classe, dans l'établissement, dans l'académie. Mais je ne suis pas du tout dans un dispositif qui viserait à agir avec brutalité. Il faut consulter, concerter. C'est un sujet qui concerne en premier lieu la "pâte humaine", il faut travailler avec elle et éviter toute situation de démotivation. Le problème, c'est qu'on demande de plus en plus à l'école. On veut qu'elle apprenne la citoyenneté, l'environnement, la sécurité, la santé... Il faut remettre les idées à leur place : l'école est souvent le reflet des défauts de la société et n'en nourrit pas les causes. De ce point de vue-là, je mesure le stress et la pression d'un certain nombre d'enseignants. Dans ce contexte, je considère comme un devoir de gouvernance d'être attentif à leur motivation et à leur qualité de travail. Je ne vais pas me lancer et lancer la politique gouvernementale dans des réformes qui n'auraient pas l'adhésion des enseignants. Je crois vraiment que la responsabilisation est une bonne voie et je veux faire les réformes avec eux et dans le temps qui sera nécessaire.

Et que prévoyez-vous pour les personnels non enseignants qui s'inquiètent aussi de leur sort dans le cadre de la décentralisation ?

Là encore, sur ce sujet, nous consulterons les uns et les autres. Je sais que des collectivités territoriales se proposent de gérer les personnels ATOS [*administratifs, techniques, ouvriers et de services*].

La discussion peut être ouverte. Ce n'est pas une priorité du gouvernement. Nous sommes attentifs à ce que les statuts soient maintenus. En ce qui concerne les infirmières, je pense qu'il s'agit d'une mission d'intérêt national très importante. J'ai vu les difficultés, quand j'étais président de région, au sein des lycées quand on a réduit les horaires. Cette mission-là relève du service public.

40 % des enseignants vont partir à la retraite d'ici à 2010. Comptez-vous tous les remplacer ?

Nous déciderons avec pragmatisme. Je me refuse - et le président de la République l'a toujours dit - de partir d'un objectif quantitatif pour des raisons budgétaires. Le grand défi que nous avons d'ici à 2010 est de faire en sorte que l'école et la société ne soient pas dans une situation de méfiance réciproque. Nous devons améliorer l'attractivité du métier mais il est aussi évident que certaines fonctions verront leurs effectifs baisser quand d'autres les verront augmenter.

On constate que l'école ne parvient pas à réduire les inégalités, certains enseignants pensent même qu'elle les aggrave. Comment rétablir ce rôle d'ascenseur social de l'école républicaine ?

Je suis malheureux de constater qu'il y a une foule d'inégalités dans l'école, notamment des inégalités territoriales. Tout cela n'est pas dans l'idéal républicain auquel on pourrait aspirer. Je crois qu'il faut redonner à l'école sa mission républicaine. Le premier combat, c'est celui de l'intégration. Nous avons aujourd'hui en France, entre des jeunes qui partagent la même nationalité, des écarts qui sont très importants et que l'école ne peut pas accepter.

Le deuxième combat, c'est celui de la réussite professionnelle. C'est toute la logique des rattrapages à l'école. Les filières d'éducation des métiers devraient permettre les réussites plurielles. Le collège unique est remis en cause par une majorité d'enseignants.

Quelles est votre opinion sur le principe d'une scolarisation commune pour tous les jeunes jusqu'à la troisième ?

ll faut faire en sorte qu'on garde bien le collège comme espace républicain où l'on prépare sa formation. C'est le lieu où l'égalité des chances est le plus équilibrée. Mais au nom de cette égalité, il ne faut pas mettre les jeunes en difficulté et il faut pouvoir identifier leurs talents. Le collège doit être unique dans sa mission mais diversifié dans ses expériences. L'idée d'une orientation en quatrième permet de valoriser tous les talents.

Un autre objectif est d'amener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat. Qu'en pensez-vous ?

Je n'ai pas de difficultés avec les objectifs qui ont été définis par Jean-Pierre Chevènement en 1985. Les défis de l'avenir sont les défis de la formation. L'élévation de notre potentiel de formation aux uns et aux autres et la formation tout au long de la vie font partie de la stratégie d'intérêt national. Par-delà les clivages partisans, c'est un sujet sur lequel, lors de la campagne présidentielle, les candidats étaient très voisins. L'objectif, c'est 100 % de réussite. Je ne veux pas donner le sentiment, en touchant à l'objectif de 80 % d'une classe d'âge au bac, qu'on puisse faire de la baisse du niveau éducatif une tolérance. Mais il faut qu'on puisse davantage accéder à des baccalauréats et à des diplômes universitaires, notamment par la voie de l'alternance. A terme, comme l'a proposé Jacques Chirac, je souhaite qu'une vie professionnelle ne connaisse qu'une alternance : emploi et formation.

Face aux violences, Xavier Darcos a annoncé des moyens de surveillance renforcés dans les établissements sensibles. Les syndicats ont critiqué cette politique de sanctuarisation alors même qu'on supprimait des postes de surveillants...

La politique du gouvernement, c'est de faire se déployer fermeté et humanité. Il est hors de question de faire des établissements des bunkers. Ce sont des lieux républicains et l'espace éducatif doit rester un espace ouvert. Mais le gouvernement ne sera pas laxiste vis-à-vis de ces violences : l'état de droit est la règle et est valable pour tout le monde. Il faut donner aux équipes éducatives les moyens de se protéger en cas d'attaques extérieures et faire en sorte, avec les nouveaux assistants d'éducation, de mieux les soutenir. C'est cela le message de Xavier Darcos.

Il est très rare qu'un premier ministre consacre une interview aux questions d'éducation. Or la presse a fait état de critiques émises par Jacques Chirac sur l'action de Luc Ferry. Faut-il y voir un problème de confiance vis-à-vis de votre ministre de l'éducation ?

Ce qui est rapporté dans la presse est souvent sévère et pas toujours exact. Luc Ferry est une personnalité que je respecte, que j'ai choisie, que je connais en profondeur sur le plan intellectuel. C'est un excellent ministre. Dans le calendrier de l'action gouvernementale, il y a eu nécessité de traiter les urgences de la sécurité et des questions économiques et sociales. Nous entrons maintenant dans une période où se dessine la France de 2010. La dimension éducation y est centrale. Plus le temps va passer, plus ce dossier sera au cœur de la stratégie de la France. Je ne souhaite pas que les difficultés de court terme puissent masquer les perspectives de moyen terme.

Les écueils rencontrés par Luc Ferry et Francis Mer traduisent-ils les difficultés des ministres issus de la société civile ?

Etre ministre de l'éducation nationale figure parmi les métiers les plus difficiles au monde. Comme le métier d'enseignant est difficile, le premier des enseignants n'a pas la vie facile. Sauf à ne rien toucher, on connaît très vite la difficulté à gérer la plus grande organisation administrative de France. On est un peu exigeant de vouloir qu'en quelques mois on soit capable de rénover des grandes structures qui se bougent un peu comme des paquebots, avec une grande inertie. J'ajoute que les difficultés budgétaires de la France ne facilitent pas le travail de Luc Ferry.

Ce n'est donc pas, pour vous, une question de personne ?

Luc Ferry, Xavier Darcos et Claudie Haigneré sont en train de tracer la route et c'est une œuvre collective. Je ne suis pas inquiet sur leurs capacités. Ce sont des personnalités qui ont le goût de la vérité et qui ne parlent ni n'agissent en politiciens.

Propos recueillis par Luc Bronner, Pascal Ceaux et Martine Laronche

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 01.12.02